

BENFLIS RÉPOND À LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE :

«Les législatives ne régleront pas la crise»

Talaï El-Hourryat a fait à son tour connaître sa position à l'égard des prochaines élections législatives. Selon le parti de Benflis, le rendez-vous électoral n'est pas une préoccupation majeure et se trouve loin de constituer l'élément qui permettra de sortir de la crise dans laquelle se débat le pays.

En réponse à la correspondance qui lui a été adressée par le cabinet de la présidence de la République dans le cadre de la consultation des partis en vue des prochaines législatives, Talaï El-Hourryat fait savoir que «le pays passe par l'une des phases les plus critiques de son histoire contemporaine et qu'il fait face à une impasse politique totale qui prend la forme d'une crise politique manifeste. Il est confronté à une crise économique d'une extrême gravité et est menacé par la montée des tensions sociales». Il poursuit : «Dans un contexte aussi grave, faire comme si de rien n'était et ériger les prochaines élections en opération routinière me semble mener le

pays encore une fois à passer à côté de l'essentiel (...) étant en l'espèce l'impasse politique qui ne peut plus continuer à être ignorée, la crise économique qui ne se résoudra pas sans efforts et la montée des tensions sociales qui ne saurait être conjurée qu'à travers le retour de la nécessaire confiance dans la relation entre les gouvernants et les gouvernés».

Dans son communiqué, le parti de Benflis ajoute que le pays n'est pas «en mal d'élections contestables et contestées qui l'ont toutes conduites dans la situation où il se trouve». Le pays, dit-il, a besoin d'un «changement qui lui offre de nouveaux horizons (...) mais les prochaines élec-

tions tenues dans un même esprit et les mêmes conditions que leurs devancières ne sont pas de celles dont on peut attendre une vraie réponse déterminante aux vrais problèmes». «L'impasse dans laquelle se trouve notre pays est politique et son traitement ne pourra être que politique (...) vouloir à tout prix feindre d'organiser des élections normales dans un pays présenté comme ayant des conditions normales c'est commettre un déni des réalités (...) les prochaines élections électorales pourront au mieux ménager un statu quo dommageable pour le pays si tant est qu'elles ne donnent pas une autre dimension à l'impasse politique et institutionnelle actuelle».

Il revient ensuite sur la fraude électorale qu'il qualifie de «marque distinctive des systèmes politiques dysfonctionnels», affirmant que les lois organiques régissant les élections n'ont pas corrigé les dysfonctionnements en question, de même que l'appareil politico-administratif «n'est toujours pas



Ali Benflis, président de Talaï El-Hourryat.

Photo : DR

acquis à la cause d'une compétition loyale. L'Instance de surveillance des élections n'est pas conçue comme instrument de prévention et de dissuasion de la fraude, elle n'a pour raison d'être que de la perpétuer sous de nouvelles formes vouées à être de nulle sincérité, l'intégrité et la transparence des

scrutins à venir». «Le devoir de franchise et de sincérité que nous avons envers notre peuple nous commande instantamment de lui dire que rien n'a fondamentalement changé et que le changement qu'il attend n'est pas encore à l'œuvre».

R. N.

RENCONTRE RÉGIONALE DES ÉLUS LOCAUX DU FLN À BOUIRA

Soutien «mesuré» à Saâdani et préparation pour les prochains rendez-vous électoraux

C'est en présence de cinq membres du comité central, de sénateurs et de députés du parti, que le FLN a organisé hier une rencontre régionale des élus locaux, des mouhafedhs et des secrétaires des kamas FLN de six wilayas du centre, au niveau de la salle des conférences de la maison de la culture Ali-Zamoum de Bouira.

Cette rencontre a été, comme il fallait s'y attendre, une occasion pour connaître officiellement la position des élus mais surtout des membres du comité central du FLN par rapport à la dernière sortie médiatique de leur SG du FLN, Ammar Saâdani, dans laquelle il fustigeait par des termes très virulents l'ex-patron du DRS, mais également l'ex-SG du FLN, Abdelaziz Belkhadem, deux personnalités que Saâdani

accuse d'être à la solde de la France.

Ce samedi donc, et comme les membres du comité central s'attendaient à ces questions des journalistes, ce fut M. Bouallag Mustapha, membre du comité central du FLN, chargé aux élus de répondre en premier. Pour lui, à chaque fois que le FLN avance dans la voix de l'émancipation du peuple, à chaque fois que le frère Saâdani clarifie certaines choses qui étaient jusque-là tabou, comme la promotion de l'Etat civil et la fin de la mainmise des militaires sur la vie politique nationale, la promotion de l'Etat de droit qui passe par l'indépendance de la justice, ainsi que l'indépendance et la promotion d'une presse libre et responsable, des hommes sortent de leurs tanières pour crier au holà. Pour M. Bouallag, la légitimité du frère Saâdani, il la puise du 10^e congrès du FLN tenu en 2014 et qui l'avait élu à la tête du parti.

Plus tard, même l'autre membre du comité central, Ahmed Boumechdi, également présent à cette rencontre, dira que ceux qui sont en train de

réclamer le départ du frère Saâdani, étaient présents lors du 10^e congrès et ils avaient même adopté le règlement intérieur du parti ainsi que ses statuts, lesquels insistent tous sur le respect des résolutions du congrès. Aussi, dira-t-il, la légitimité de Ammar Saâdani ne pourra jamais être remise en cause et personne n'a le droit de demander à qui que ce soit, pas même au président de la République de destituer un homme qui a été élu d'une manière démocratique et légitime.

Concernant la dernière sortie d'Ahmed Ouyahia et son soutien au général Toufik, M. Bouallag s'est refusé tout commentaire en disant seulement que pour le FLN, cette sortie est un non-événement.

Cependant, M. Ahmed Boumechdi reviendra lors de son intervention devant les élus sur cette question en fustigeant «ceux qui étaient hier sous l'uniforme de l'armée française à combattre l'ALN et qui nourrissent aujourd'hui l'espoir de mettre le FLN au musée». Cependant et contrairement aux fois précédentes où les militants et les élus nous

ont habitués à des tonnerres d'applaudissements, cette fois, durant toutes ces interventions, que ce soit celle de M. Bouallag ou celle de M. Boumechdi, la salle des conférences de la maison de la culture Ali-Zamoum, et excepté l'animation et l'enthousiasme démesuré affiché par le carré constitué par les militants FLN de la mouhafadha de Sour-El-Ghozlane ; des militants qui ne devaient pas être là tant la rencontre était dédiée aux élus locaux ; le reste de la salle constitué des élus venus de six wilayas concernées par cette rencontre, était resté très calme et sans grand tapage.

Des élus dont beaucoup, selon un observateur attentionné rencontré sur les lieux, ont faussé compagnie quand d'autres qui étaient présents et que nous avons interrogés en aparté sur le sujet, disent ne pas partager ni cautionner les propos tenus par le SG de leur parti, contre le patron du DRS ; encore moins contre leur ex-SG du parti, Abdelaziz Belkhadem.

Y. Y.

POUR DIRE NON À LA RETRAITE ANTICIPÉE ET AU NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

L'Intersyndicale de l'éducation maintient son appel à la grève

L'Intersyndicale du secteur de l'éducation regroupée autour du Cnapest, de l'Unpef, du Snapest, du Snapap, du Satéf et du CLA et affiliée à la CGATA a maintenu son mot d'ordre de grève générale de deux jours prévue les 17 et 18 octobre prochains. Une réunion de coordination a eu lieu ce week-end au siège du Snapap sis à Bab Ezzouar.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion qui s'est tenue ce vendredi et samedi a été consacrée à la mise en place du système de suivi de la grève par wilaya. Selon un syndicaliste du Cnapest, «cette grève est considérée comme le dernier recours pour dire basta à la politique de paupérisation que le gouvernement a mis en place».

En effet, dans un document remis à la presse et contenant les principaux points de revendications, il est demandé notamment «la suppression du statut particulier et la révision de toutes les irrégularités en vue de mettre fin au mépris affiché à l'encontre des différentes franges du secteur de l'éducation, l'annulation de la décision relative au système de retraite proportionnelle et anticipée, l'annulation du projet de la loi du travail, négateur des acquis des travailleurs, pour une augmentation

conséquence des salaires indexés au pouvoir d'achat, contre les recrutements précaires, en cours et pour une école algérienne moderne ouverte sur l'universalité axée sur les compétences, loin de l'instrumentalisation idéologique et sectaire».

Selon Ferguenis Nabil chargé de communication pour la fédération éducation du Snapap, «l'observation de cette grève a pour objectif de dire «oui à la suppression du statut particulier de la Fonction publique et dire non à la décision relative au système de retraite mais aussi au projet de loi de finances 2017 qui s'attaque à la poche des travailleurs, pour une augmentation du pouvoir d'achat, contre la précarité de l'emploi et pour une école universelle loin des idées idéologiques».

Hier, au moment où se tenait la réunion de l'Intersyndicale, une autre

réunion se tenait au niveau du ministère de l'Éducation sous la présidence de M^{me} Nouria Benghabrit. A cette réunion, avait pris part une délégation du Snapap aile Félioune et les responsables de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE-UGTA). Cette réunion est intervenue après celle qui a eu lieu au siège du département de l'éducation nationale en présence de Nouria Benghabrit et regroupant les responsables de la Caisse nationale de la retraite (CNR) et les représentants des syndicats du secteur. Lors de cette réunion, la ministre n'a pas réussi à convaincre ces syndicats de surseoir à leur mouvement de protestation. Tous les arguments présentés par les responsables de la CNR ont été réfutés en bloc par les représentants des travailleurs qui rejettent les explications financières avancées par le gouvernement concernant les équilibres financiers de la Caisse.

Les syndicats de l'éducation estiment que «ce n'est pas aux fonctionnaires du secteur de payer les factures de la mauvaise gestion de l'argent public».

A. B.

COLLOQUE MAGHRÉBIN SUR LES HYDATIDOSES

Hommage au regretté professeur Bachir Mentouri

Le centre hospitalo-universitaire de Mustapha-Pacha d'Alger a célébré hier la commémoration du XX^e anniversaire de la disparition du défunt professeur Bachir Mentouri et la VI^e journée de la Clinique Bachir-Mentouri (CCA), baptisée en son nom.

Le CHU a consacré la journée d'hier à l'organisation du colloque maghrébin sur les hydatidoses dont les professeurs participants ont principalement axé leurs travaux sur le kyste hydatique du foie. Une pathologie silencieuse et directement liée à la qualité de l'hygiène alimentaire. L'hydatidose ne concerne pas uniquement le foie mais peut également toucher d'autres zones du corps en y migrant depuis l'estomac, à savoir les poumons ou le cerveau.

Le choix de cette thématique n'est pas anodin puisque le professeur Bachir Mentouri a effectué de nombreux travaux de recherche dans les différents domaines de la pathologie chirurgicale et digestive, et particulièrement le kyste hydatique du foie.

Un bref retour sur le parcours exceptionnel de ce professeur pour ceux dont le nom n'évoque pas tellement de souvenirs. B. Mentouri a occupé plusieurs postes de responsabilité dans son domaine, entre autres, membre fondateur des Journées médicales maghrébines puis du Congrès médical maghrébin, président à deux reprises de la Société algérienne de chirurgie, membre de la Société internationale de chirurgie, membre de la Société internationale d'hydatidologie, membre de l'Académie française de chirurgie, ... La liste demeure longue et son apport à la médecine algérienne et internationale est inestimable.

D'ailleurs, des éloges, des remerciements et des témoignages ont été prononcés à l'égard de ce brave professeur par sa fille, Rym Mentouri, ainsi que par ses anciens élèves, collègues et professeurs algériens et étrangers présents hier lors de la cérémonie.

N. B.